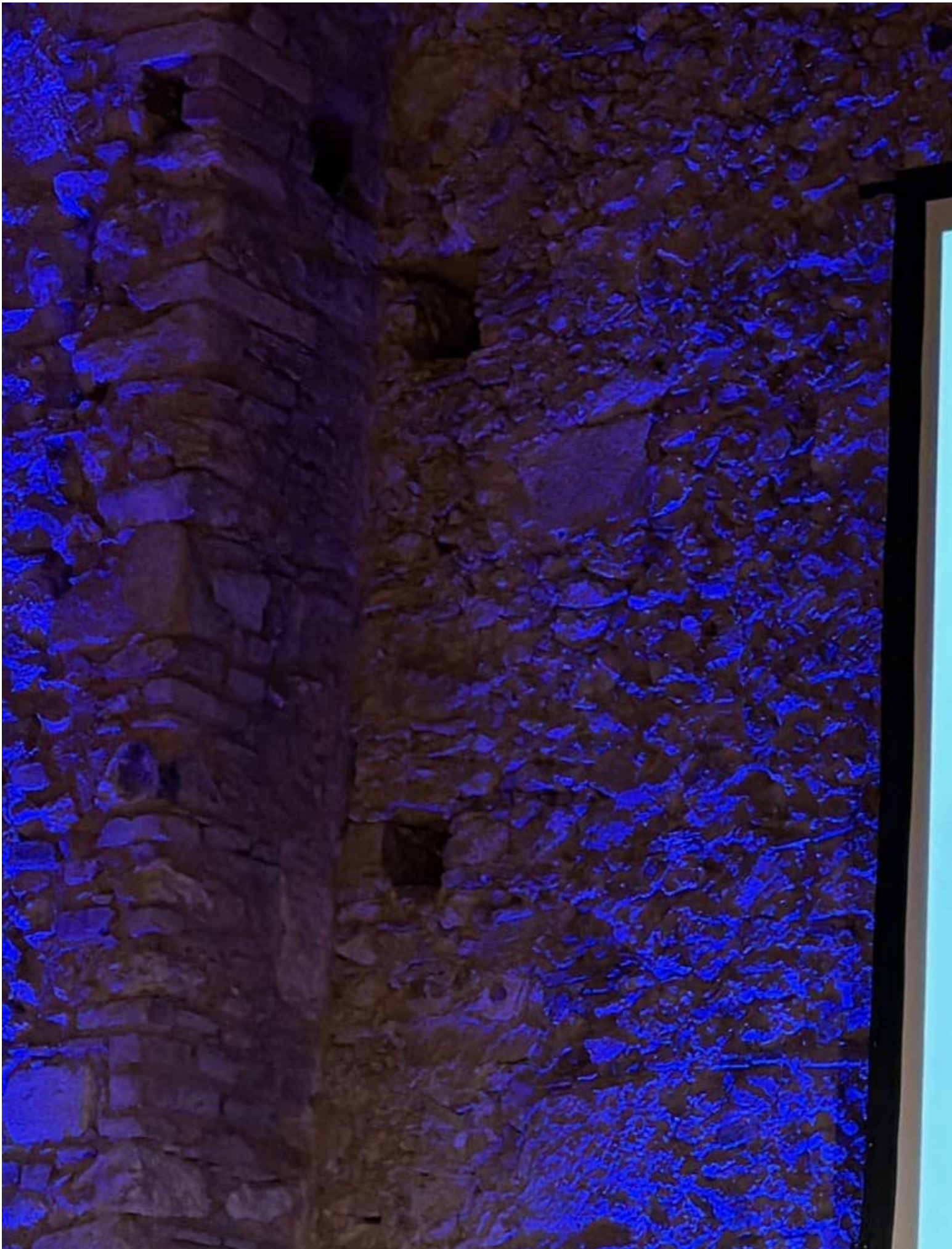




Conférence sur la désinformation à Lisbonne



Le 22 mai à Lisbonne s'est tenue la conférence « *Citizens can defeat disinformation* » organisée par le Comité économique et social européen (CES européen) et le Conseil économique et social portugais.

Le CESE y était représenté par Marie-Claire Martel, Vice-présidente de notre assemblée.

Organisé, en présence du Secrétaire d'Etat aux Affaires parlementaires du Portugal, cet événement a rassemblé des représentants des Conseils économiques et sociaux de l'Union européenne, des institutions européennes, des experts en communication, et des organisations engagées pour échanger autour de solutions concrètes contre la désinformation.

Des outils juridiques innovants dans l'Union européenne

Oliver Röpke, Président du CES européen, a ouvert la conférence en saluant les initiatives innovantes menées à travers l'Europe ainsi que les travaux en cours sur le Bouclier démocratique européen et le rôle que joue la société civile dans son déploiement. Les représentants de la Commission européenne et du Parlement européen ont insisté sur la gravité des interférences informationnelles notamment en période électorale. Ils ont rappelé les outils à disposition, notamment la plateforme pour la liberté des médias ou le Digital Service Act, qui permet d'identifier, de sanctionner et de retirer des comptes sur les réseaux sociaux.

Les sociétés civiles organisées acteurs majeurs de la lutte contre la désinformation

Aux côtés de la Présidente du CES Bulgare, du Président du CES Roumain, de représentants du CES espagnol et de la Présidence polonaise du Conseil de l'UE, le CESE a exposé les préconisations émanant de ses différents travaux sur le sujet : l'avis de 2024 « Agir pour une information fiable, indépendante et pluraliste au service de la démocratie », l'avis de 2025 « Pour une intelligence artificielle au service de l'intérêt général », ou encore le rapport annuel sur l'état de la France « Sortir de la crise démocratique » qui décrit le climat de défiance, propice à la prolifération des fausses informations et palpable dans les démocraties européennes.

La Conférence a également permis à des experts en communication et des réseaux sociaux d'exposer les enjeux auxquels ils sont confrontés sur les plateformes, notamment la difficulté à vérifier les faits rapidement et à diffuser la bonne information.